

**ÉTATS-UNIS**  
**Fermer Guantánamo et lever le voile sur**  
**les autres centres de détention. Point de**  
**vue d'Irene Khan, secrétaire générale**  
**d'Amnesty International**

*Index AI : AMR 51/101/2005*

*ÉFAI*

Mercredi 22 juin 2005

**DOCUMENT EXTERNE**

L'histoire regorge de gens qui ont choisi de se taire face à des atteintes aux droits humains. La seule cause qu'ils aient ainsi servie a été de permettre que d'autres violences soient perpétrées en toute impunité. Amnesty International n'est pas disposée à rallier leurs rangs.

Lorsque nous avons publié notre Rapport 2005, bilan annuel de la situation des droits humains dans 149 pays du monde, nous avons consacré une section aux États-Unis et mis en lumière, entre autres critiques, les pratiques américaines mises en œuvre dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme », notamment les actes de torture et le maintien en détention pour une durée indéterminée, sans inculpation ni jugement.

Ce rapport a déclenché un tollé sans précédent au sein des plus hautes sphères du gouvernement américain – citons le président Bush, le vice-président Dick Cheney, la secrétaire d'État Condoleezza Rice, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et le chef d'état-major interarmées, le général Richard Myers.

Le langage utilisé dans notre Rapport 2005 était sans équivoque. Loin d'insinuer, comme l'ont interprété certains, que les goulags soviétiques et le centre de détention de Guantánamo étaient le théâtre des mêmes violences, nous avons fait valoir que Guantánamo comme les goulags incarnent à leurs époques respectives les atteintes aux droits humains commises par des superpuissances.

Les mauvais traitements infligés aux détenus de Guantánamo déshonorent les meilleures valeurs américaines et bafouent les normes internationales. Un centre dans lequel les prisonniers sont détenus pour ainsi dire au secret, sans être inculpés ni jugés, ni même présentés à une autorité judiciaire, doit être condamné par les Américains et toute personne éprise de vérité, de justice et de liberté.

En outre, les pratiques américaines offrent un outil de propagande aux groupes armés qui se livrent à de terribles actes de violence, tout en faisant oublier que les auteurs de ces agissements doivent être déférés à la justice dans le respect des normes d'équité.

Néanmoins, Guantánamo n'est pas un cas unique. Ce n'est que la partie visible de l'iceberg, l'îlot le plus célèbre d'un archipel de camps de détention qui englobe la base aérienne de Bagram en Afghanistan et des prisons en Irak et ailleurs.

Des éléments probants et des allégations faisant état de violations des droits humains, d'actes de torture et de meurtres continuent de filtrer de ce réseau obscur de centres de détention. Pourtant, en dépit des préoccupations exprimées tant aux États-Unis qu'à l'étranger, le gouvernement américain s'est abstenu de diligenter une enquête exhaustive et indépendante.

Force est de constater que la politique et les pratiques américaines en matière de détention et d'interrogatoire dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme » foulent aux pieds de manière délibérée et systématique l'interdiction absolue de la torture et des mauvais traitements inscrite dans les traités internationaux. En décembre 2002, Donald Rumsfeld a personnellement approuvé une note autorisant des techniques d'interrogatoire illégales à Guantánamo Bay, dont le maintien dans des positions pénibles, l'isolement prolongé, le fait de déshabiller le détenu et l'usage de chiens.

Cette attitude pour le moins désinvolte envers les principes internationalement reconnus de justice et de liberté bafoue le droit et porte gravement préjudice au système de défense des droits humains, ainsi qu'à l'autorité morale des États-Unis dans leur défense des libertés fondamentales. Elle notifie aux gouvernements répressifs du monde entier que certaines violations, dont les actes de torture et les traitements cruels, inhumains ou dégradants, sont acceptables.

Au cours des dernières années, Amnesty International a rassemblé avec rigueur de nombreuses informations. Nous avons publié des centaines de pages mettant en lumière les preuves et les allégations de graves atteintes aux droits humains imputables à des agents américains dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». Le gouvernement des États-Unis s'est abstenu de réagir – ce qui ne manque pas de contraster avec la diatribe

défensive qu'a suscité le lancement de notre Rapport 2005.

Le gouvernement américain est persuadé que l'attaque est la meilleure défense. Fort bien. Après plus de quarante années consacrées à dénoncer les atteintes aux libertés fondamentales où qu'elles se produisent, Amnesty International a l'habitude de subir les attaques de gouvernements de tout type et de toute nature. C'est généralement le signe que nous avons fait mouche.

En revanche, il est fâcheux que ce gouvernement ne prenne pas en considération les questions de fond et les points précis soulevés par Amnesty International. Il importe peu que Dick Cheney déclare qu'il ne prend pas Amnesty International au sérieux. Mais il importe que Dick Cheney et ses collègues aient à cœur de défendre les droits humains.

La polémique actuelle offre au gouvernement américain l'occasion idéale de prouver qu'il est disposé à réconcilier les beaux discours avec la réalité, et à remédier aux problèmes de fond qu'Amnesty International et d'autres organisations de défense des droits humains ont à maintes reprises mis en lumière ces dernières années.

Monsieur Bush, à vous de relever le défi. Fermez le camp de détention de Guantánamo et inculpez les prisonniers en vertu du droit américain devant des tribunaux américains, ou libérez-les. Levez le voile sur ce qui se passe dans les autres centres de détention et encouragez l'ouverture d'une enquête exhaustive et indépendante sur la politique et les pratiques américaines en matière de détention et d'interrogatoire, notamment les actes de torture et les mauvais traitements.

Réaffirmez les principes élémentaires de justice, de vérité et de liberté, dont les Américains sont si fiers. Faites des États-Unis une véritable force du bien dans un monde divisé et dangereux ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**